

A mon avis, on devrait mettre à la disposition du secrétaire d'État aux Affaires extérieures les sommes formidables qui devaient être consacrées aux armes nucléaires, afin qu'il puisse mettre en pratique les bonnes intentions qui ont été énoncées cet après-midi, parce que ce ne sont pas les bonnes intentions qui manquent, mais l'argent nécessaire pour les réaliser.

Nous sommes en faveur du désarmement qui doit normalement découler de l'accord concernant l'abandon des essais nucléaires. Je lis dans la revue *Affaires extérieures*, de septembre 1962, à la page 269, sous le titre «Conséquences économiques et sociales du désarmement»:

Un rapport sur les conséquences économiques et sociales du désarmement a été publié par l'Organisation des Nations Unies en février 1962. Préparé par un groupe consultatif qu'avait désigné le secrétaire général en application d'une résolution parainée par le Pakistan et adoptée le 15 décembre 1960, ce rapport sera étudié lors de la dix-septième session de l'Assemblée générale.

Le groupe consultatif était formé d'experts appartenant aux pays suivants: États-Unis, France, Grande-Bretagne, Inde, Pakistan, Pologne, Soudan, Tchécoslovaquie, URSS et Venezuela. Choisis par le secrétaire général, les experts ont soumis leurs recommandations en leur nom propre. Le groupe consultatif a tenu deux sessions, la première à Genève en août 1961 et la seconde au siège de l'ONU à New-York du 23 janvier au 16 février de l'année en cours.

Voici à quelle conclusion unanime est arrivé le groupe:

La réalisation d'un désarmement général et complet serait un bienfait incommensurable pour toute l'humanité.

Vous voyez que ce groupe s'est prononcé en faveur du désarmement à la suite de la signature de l'entente concernant l'abandon des essais nucléaires.

Dans ce même article, il est dit un peu plus loin:

On estime qu'à l'heure actuelle le monde dépense environ 120 milliards de dollars par an à des fins militaires. Cette somme représente au moins les deux tiers de l'ensemble du revenu national de tous les pays sous-développés. Environ 85 p. 100 de ce total est dépensé par sept pays: l'URSS, les États-Unis, la Grande-Bretagne, la France, la République fédérale allemande, la République populaire de Chine et le Canada.

Le Canada est parmi les sept pays qui affectent le plus d'argent à des fins militaires!

Pour renchérir sur ce que disaient les orateurs précédents, j'ajoute que le Canada devrait se limiter à un rôle pacifique et montrer au monde entier que, malgré une faible population par rapport à sa superficie, il connaît réellement la prospérité et peut aider les pays sous-développés de l'Amérique latine, en entretenant des relations commerciales avec eux, tout en équilibrant sa balance commerciale déficitaire.

[M. Rondeau.]

Le Canada doit être un exemple pour l'univers qui cherche la paix dans le monde et la prospérité des nations.

(Traduction)

M. Matheson: Monsieur le président, il y a quelques semaines, M. Adlai Stevenson s'adressait à une assemblée de l'État du Texas pour les Nations Unies, au stade commémoratif de Dallas; il a été hué, on a craché sur lui et on l'a frappé à la tête avec une couple d'affiches où il était écrit: A bas les Nations Unies. A cette réunion, il a prononcé une allocution très bien préparée, mais cette personnalité de premier plan des Nations Unies et des États-Unis qui, jusqu'à un certain point avait représenté l'Amérique devant le monde, a été harcelée et attaquée par des gens qui s'opposaient au principe des engagements internationaux. Évidemment, ces jours derniers, nous avons pensé à un président qui, jusqu'à un certain point, était l'image du bon citoyen du monde pour les peuples de la terre. Voici ce que disait le président Kennedy dans son discours inaugural prononcé le 21 janvier 1961:

Ne vous demandez pas, mes chers compatriotes du monde entier, ce que l'Amérique va faire pour vous—mais ce que tous ensemble nous pouvons faire pour la liberté de l'homme.

Enfin, que vous soyez citoyens américains ou citoyens du monde, demandez-nous ces mêmes standards élevés de force et de sacrifice que nous vous demandons.

Canadiens, en relevant ce défi, nous devrions songer dès maintenant à nos relations avec le reste du monde. Au cours des six derniers mois, monsieur le président, j'ai eu le privilège de me rendre dans 11 pays. Comme certains orateurs l'ont dit avant moi, je crois qu'il n'y a probablement pas de peuple au monde qui puisse mieux que nous prendre part intégralement et généreusement à la vie internationale. Inévitablement, les orateurs qui m'ont précédé ont prononcé des discours à caractère plutôt général, englobant l'ensemble de la question. Je voudrais m'en tenir, pendant le temps dont je dispose, à un aspect particulier des affaires extérieures. Je veux parler de l'aide à l'étranger. Il y a quelques semaines j'étais à Skopje où j'ai pu voir de mes propres yeux la plupart des rues dévastées de cette ville. Sauf erreur, plus de 16,000 personnes vivaient alors sous la tente. Skopje, dont l'histoire remonte à plus de 100 ans avant Jésus-Christ et qui est le témoin d'une civilisation très ancienne et très vénérable dans cette partie du monde, n'aurait jamais pu se relever du désastre qui l'a frappée sans l'aide qui lui est venue de partout dans le monde. Aux termes de la résolution la plus importante adoptée par la 52^e conférence interparlementaire, tenue à Belgrade, chacune des 60 nations représentées, communistes ou libres, a décidé de